

Sommet Chine-Afrique les 3 et 4 septembre à Pékin

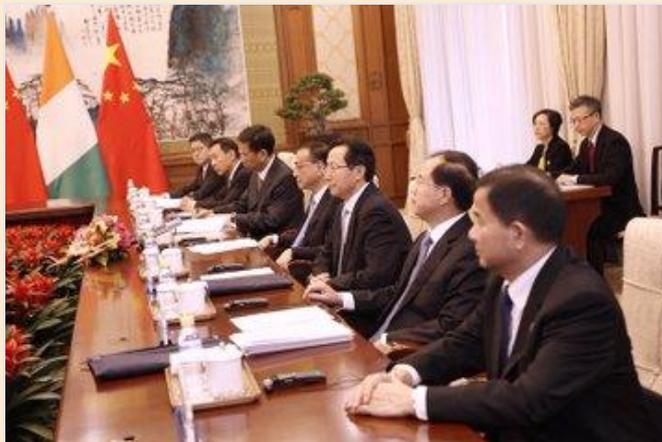
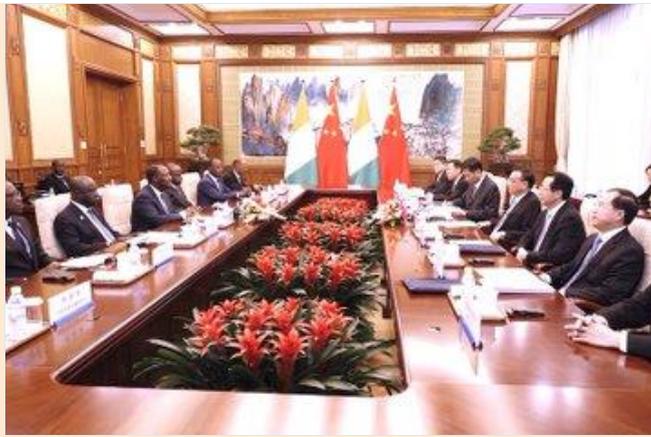
Seul le Swaziland manquera à l'appel. Dernière alliée de Taïwan en Afrique, la petite monarchie sera l'unique État africain à ne pas être représenté à Pékin lors de l'ouverture, le 3 septembre, du 7e Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), qui aura, pour la troisième fois de son histoire depuis 2001, valeur de sommet.

En présence du secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, de nombreux chefs d'État et de gouvernement ont fait le déplacement pour ce qui s'annonce comme le plus grand événement diplomatique de l'année dans l'Empire du Milieu. Un millier de participants sont en effet attendus pendant deux jours.

Premier arrivé, dès le 28 août, l'Ivoirien Alassane Dramane Ouattara a, depuis, été rejoint par le Béninois Patrice Talon, le Sénégalais Macky Sall (coprésident du sommet), le Gabonais Ali Bongo, le Congolais Denis Sassou Nguesso, le Rwandais Paul Kagame, le Camerounais Paul Biya, le Guinéen Alpha Condé, le Nigérian Muhammadu Buhari et le Sud-Africain Cyril Ramaphosa. Le Maroc est représenté par son Premier ministre, Saadeddine El Othmani, l'Algérie ayant, elle, délégué son ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Entretiens avec Xi Jinping

La plupart des chefs d'État ont pu s'entretenir ce week-end avec leur homologue Xi Jinping et signer des mémorandums. Neuf accords de coopération ont été ainsi paraphés le 31 août, au Grand palais du peuple, par le président ivoirien pour la création du port sec de Ferkessedougou, l'extension de [l'aéroport d'Abidjan](#) ou la conception et la construction de la centrale thermique de San Pedro.



Scellant le rétablissement des liens diplomatiques avec Pékin, le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré a également échangé avec les dirigeants d'entreprises de construction (China Harbour Engineering Company – CHEC -, China Three Gorges Corporation et CGCOC) et d'institutions de financement (China Development Bank et Eximbank), faisant le point sur les projets d'infrastructures comme le chemin de fer vers le Ghana. CHEC négocie actuellement un prêt avec l'Eximbank chinoise pour la construction de l'autoroute Ouagadougou-Bobo Dioulasso (1,3 milliard de dollars). Alpha Barry, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, a annoncé que les dons seraient « trois fois supérieurs à ceux qui étaient alloués par Taïwan » d'ici à la fin 2018.

Parmi les contrats signés, on peut aussi mentionner trois projets autoroutiers au Cameroun, un investissement de 180 millions d'euros dans une centrale hydro-électrique de 70 MW au nord du Gabon, des projets d'infrastructures télécom – pour 328 millions de dollars – au Nigeria... D'autres accords pourraient être bouclés d'ici à mardi 4 septembre.

Le Sénégal espère, par exemple, obtenir 500 milliards de francs CFA de financements pour des infrastructures autoroutières et pour le lancement de la deuxième phase du pôle urbain de Diamniadio. La RD Congo souhaite, quant à elle, solliciter Pékin pour le financement du barrage du Grand Inga.

Nouvelles routes de la Soie

Dans le cadre de l'initiative des nouvelles routes de la Soie, grand dessein du président Xi, entamé en 2013, la Chine a multiplié les investissements sur le continent, dans les infrastructures et les parcs industriels, au cours des dernières années. Selon le Mofcom, le ministère du Commerce chinois, 3 milliards de dollars ont ainsi été investis annuellement en Afrique par Pékin depuis 2015. Une politique destinée à mieux sécuriser son approvisionnement en ressources naturelle et à développer ses échanges, quitte à délocaliser une partie de sa chaîne de production, comme la Chine a commencé à le faire en créant des zones économiques spéciales en Éthiopie, dans le but de mieux servir les consommateurs africains et européens.

Mais au-delà du financement de projets, des questions d'industrialisation et de transferts de compétences, plusieurs chefs d'État du continent sont aussi venus au Focac pour y solliciter de l'aide afin de les aider à maintenir l'équilibre de leurs finances publiques.

Car c'est près de **132 milliards de dollars de dettes que l'Afrique a contractées depuis vingt ans auprès de Pékin**, selon les dernières évaluations de l'institut américain The China Africa Research Initiative (CARI), obligeant certains pays comme l'Éthiopie, la Zambie ou le Cameroun à restructurer une partie des créances détenues par la Chine.

Si le président congolais Denis Sassou Nguesso sollicitera la coopération de son plus grand créancier, dans ses négociations pour obtenir des fonds du FMI, son homologue camerounais Paul Biya espère, lui, rééchelonner ses engagements auprès d'un partenaire qui lui a octroyé 3 000 milliards de francs CFA – mobilisés depuis 2007.

Critiques occidentales

L'hôte du sommet a tenu, cette semaine, à balayer **les critiques occidentales**. « Les projets de développement chinois ne représentent pas la majorité de la dette des pays africains », a ainsi déclaré mardi le vice-ministre chinois du Commerce, Qian Keming, ajoutant que le fardeau de la dette avait été aggravé par la crise financière mondiale et la chute des prix des matières premières.

Reste que face à l'augmentation de la dette publique des États africains, la Chine a réduit récemment ses investissements sur le continent (si on fait exception des fonds débloqués pour l'Angola) et devrait, en dépit des annonces attendues lors du Focac, continuer à être plus regardante sur les conditions d'attribution de ses financements.

Elle a jusqu'à mardi pour définir avec ses partenaires africains un nouveau cadre de coopération pour les trois ans à venir. En 2021, le Focac se déroulera à Dakar.